

INTERVENTION 1^{ER} MAI 2016 UL CGT COMMINGES

Depuis la réforme des élections, le 1^{er} mai s'inscrit régulièrement dans l'entre deux tours de l'élection présidentielle.

L'occasion pour nous syndicalistes, d'interpeller celui qui passera du statut de candidat à celui de Président de notre République.

Cette année, il s'inscrit en pleine lutte contre le projet de loi El Khomri, débattu à partir de mardi à l'Assemblée Nationale.

Ce projet de loi travail, contre lequel nous nous mobilisons depuis 2 mois au côté de la jeunesse est à l'exact contraire de ses exigences et des promesses du candidat élu : il conduit à plus de flexibilité, plus de précarité, plus d'insécurité sociale !

Et la flexibilité il y en a déjà assez : 8 salariés sur 10 sont recrutés sur des CDD, pour des périodes de plus en plus courtes.

Depuis 1890, les travailleurs et travailleuses du monde entier manifestent pour exiger de nouvelles conquêtes sociales, pour une société plus juste et solidaire.

La date a été choisie par le congrès internationaliste de Paris en 1889 en mémoire du mouvement du 1er mai 1886 à Chicago et du massacre de Haymarket Square.

5 ans plus tard avec le drame de Fourmies, le 1er mai s'enracine dans la tradition de luttes des ouvriers européens.

Depuis lors, il est honoré dans le plus grand nombre de pays de la planète.

C'est l'occasion pour les salariés de poursuivre le combat d'émancipation et de lutte pour leurs revendications.

C'est la fête des travailleurs, et non celle du travail !

C'est la fête des travailleurs et non celle de Jeanne D'Arc !

Cette journée est aussi pour nous l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie et de progrès social ; avec celles et ceux qui luttent pour la paix.

L'occasion également d'exprimer notre solidarité avec les familles des travailleurs et syndicalistes emprisonnés, torturés ou tués un peu partout dans le monde.

Le rapport annuel d'Amnesty est comme chaque année accablant.

Un exemple parmi tant d'autres : depuis janvier 2015 et la flagellation de Raif Badawi, l'Arabie saoudite s'est caractérisée par sa répression persistante et généralisée visant les militants des droits humains, ses nombreuses exécutions et une campagne de frappes aériennes au Yémen accompagnée de crimes de guerre et d'une condition sous-humaine pour les femmes...

L'année 2016 s'annonce elle aussi catastrophique, avec l'exécution de 47 personnes, dont plusieurs opposants pacifiques.

2

Et que fait Hollande le 4 mars dernier? Eh bien il remet la légion d'honneur au prince héritier de ce pays ! On aura tout vu !!! Voilà qu'un complice d'assassinats reçoit la légion d'honneur du représentant de notre République !

Notre République est en danger camarade ! Nos gouvernants sont devenus fous !

Jeudi 28 avril, journée d'action contre **la Khonri** était aussi la journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail.

L'occasion de rappeler quelques données qui font froid dans le dos.

Selon les chiffres de l'Organisation Internationale du Travail, toutes les quinze secondes, un travailleur meurt d'un accident ou d'une maladie liée à son emploi.

Au total, ce sont donc 6 300 personnes par jour, qui décèdent à cause de leurs conditions de travail.

Cette organisation affirme aussi que 153 personnes auront été victimes d'un accident lié à leur labeur.

Qui osera encore nous parler de violence pour une chemise arrachée ou un patron retenu quelques heures dans un bureau ?

La vraie violence c'est celle des accidents du travail et des suicides impactés aux mauvaises conditions de travail !

Plus de 1000 morts violentes tous les ans et la ministre qui ne fait preuve d'aucune compassion contrairement à Cazeneuve pour ses policiers....

La vraie violence c'est celle des plans sociaux alors que les entreprises font des bénéfices !

La vraie violence c'est briser les vies de celles et ceux qui avec leurs mains et leur intelligence donnent un sens au mot travail !

La vraie violence c'est faire matraquer, gazer, garder à vue des syndicalistes, des citoyens engagés, des jeunes qui n'ont qu'un défaut : être des opposants pacifiques et non violents aux orientations du gouvernement.

La vraie violence ce sont les pouvoirs publics qui demandent l'incarcération de nos camarades de Goodyear !

Localement, la violence existe au quotidien... En particulier dans certaines grandes enseignes commerciales ou nous allons tous les jours faire nos courses : modifications de plannings à l'arrache, non paiement des heures et petits mots « tendres » jusqu'à faire craquer le ou la salarié(e).

Que dire aussi des violents licenciements de la maison des chômeurs quand le mandataire décide de laisser certains travailleurs, déjà précaires, sans revenus pendant plus de 4 mois !

Nous dénombrons de plus en plus de ruptures conventionnelles, contre le gré des salariés « mais signées d'un commun accord »... (Sous-entendu si tu ne signes pas je t'aurais quand même à l'usure !)

Le licenciement dont nous parlions jeudi devant la poste paraîtrait presque gentil au regard de ce que certains salariés subissent ici en Comminges. Même si tous les employeurs ne sont pas des esclavagistes, beaucoup se sentent pousser des ailes et font preuve d'une imagination débordante pour faire plier leurs salariés.

Alors, si le 1er mai est bel et bien la journée internationale des travailleurs, il est cette année porteur de la contestation globale de la politique gouvernementale. Il est cette année porteur de notre rejet du projet de loi de **la Khonri**.

Trop c'est trop ! Ce texte, véritable régression historique nous renverrait au temps de l'esclavage s'il devait être appliqué.

La loi travail s'inscrit dans le droit fil des réformes voulues par le Conseil Européen et la Commission Européenne.

Avant la France, les réformes engagées en Allemagne, en Grande Bretagne et ailleurs n'ont fait que précariser l'emploi, sans en créer un seul et sans réduire le chômage !

Depuis de trop nombreuses années, les politiques d'austérité déstructurent nos sociétés, accroissent les inégalités, mettent à mal le monde du travail.

Ce sont ces politiques qui sont responsables de la montée des extrémismes car depuis toujours, l'intolérance et le rejet de l'autre poussent sur le terreau de la misère.

Alors oui, nous exigeons des droits nouveaux pour mieux vivre et mieux travailler !

Car le progrès social, la justice sociale sont les conditions obligatoires pour un monde de paix et de solidarité.

Notre aspiration à un monde nouveau solidaire et fraternel, se heurte à la voracité financière et actionnariale, aux oligarchies accrochées à leurs privilèges.

Le grand patronat veut profiter de la situation désastreuse qu'il a créée dans notre pays pour niveler par le bas les droits sociaux.

Mais nous ne nous laisserons pas faire !

80 ans après le Front Populaire et le programme du CNR de 1944 à 1946 ne laissons pas Monseigneur Gattaz et ses fidèles serviteurs enterrer les conquêtes de nos parents ou grands parents.

La lutte contre le chômage et pour l'emploi passe par une politique ambitieuse de reconquête industrielle respectueuse de l'environnement, et dégagée du joug des oligarchies financières.

Développement des services publics, augmentation des salaires, pensions et minima sociaux, protection sociale digne de ce nom sont des principes à établir pour une société au service de l'humain.

L'environnement il ne suffit pas d'en parler... Cette overdose de fortune de quelques-uns le détruit pour mieux spolier les richesses de la planète.

Pendant ce temps, les morts se comptent par milliers en méditerranée... Que dire sur la responsabilité des dirigeants européens face à la mort de ces hommes, ces femmes, ces enfants... qui fuient la guerre, la violence, la misère imposée par les grands groupes industriels et commerciaux ?

L'environnement encore... Peut-on décemment vendre les barrages hydroélectriques propriété de la nation, à des multinationales qui n'auront comme unique volonté que celle de faire du fric au mépris des besoins en eau de tous ?

TAFTA ne ferait qu'accélérer ce processus destructeur. TAFTA ... Notre François national joue à cache-cache, feignant d'ignorer d'un œil ce qu'il s'apprête à signer ... Que décidera-t-il au final ? Tiendra-t-il compte de la mobilisation populaire ou se rangera-t-il à l'avis de ses amis Macron et consort ?

La lutte contre la précarité et l'exclusion passe par des droits nouveaux, par un Code du travail du XXI^e siècle. Par un partage équitable des richesses produites, permettant à chacun de s'épanouir sans polluer...

Alors à celles et ceux qui nous considéreraient comme de simples utopistes je terminerai en disant ceci : « ***L'utopie ne signifie pas l'irréalisable, mais l'irréalisé. L'utopie d'hier peut devenir la réalité.*** »

Car « ***Quand une multitude de petites gens dans une multitude de petits lieux changent une multitude de petites choses, ils peuvent changer la face du monde*** ».